

A force, nous l'oublions : les nations sont des fictions

Alexis Rapin

Université de Montréal
Maîtrise en Études Internationales
alexis.rapin@bluewin.ch



« En Chine, le gâteau des Rois et ... des Empereurs »
Caricature du *Petit Journal- Supplément du Dimanche*
© Bibliothèque nationale de France

L'actualité explosive de 2014 est venue nous rappeler qu'aucune frontière n'est immuable. Jeune ou vieille, étendue ou petite, développée ou déshéritée, chaque nation est au fond un bout de fiction, qui peut voler en éclat lorsque la majorité cesse d'y croire.

N'en déplaise aux nationalistes de tous bords, 2014 n'a pas été propice à la pérennité des frontières: un califat a pris racine entre plusieurs États au Moyen-Orient et au Maghreb, un autre dit avoir amputé le Nigéria d'une partie de son territoire. En Europe, le référendum écossais est passé à deux doigts de redessiner l'un des pionniers de l'Etat-Nation, alors que le plébiscite catalan a jeté un doute profond sur l'avenir de l'Espagne unitaire. Pendant ce temps, la Crimée changeait brusquement de propriétaire, récoltant les passeports russes comme une région en famine récolte les sacs de riz.

Ces mouvements de frontières et ces ambitions indépendantistes aux quatre coins du globe sont autant de piqures de rappel d'une vérité souvent ensevelie sous une épaisse dalle d'idéologie: les nations sont des fictions. Au-delà des drapeaux, des hymnes nationaux et des grands mythes historiques, un Etat n'est jamais rien d'autre qu'un bout de terre arbitrairement délimité, où cohabitent des êtres humains qui se ressemblent plus ou moins.

Le Canada est à cet égard emblématique. Les revendications identitaires québécoises, mêlées à l'épineuse question des autochtones, nous rappellent que la formation d'une nation n'est somme toute que le produit d'un rapport de forces à un moment T, voire parfois d'un accident de l'Histoire. Ainsi, on voudrait croire à l'émergence naturelle d'entités politiques destinées à durer. Mais chaque nation se voit tôt ou tard rattrapée par ses vieux fantômes, bien décidés à lui remémorer qu'elle est une invention. Pas plus tard qu'à l'automne dernier, ce sont quelques 44% des Ecossais qui se sont chargés du rappel à l'ordre.

De ces inventions ressortent parfois des communautés exceptionnelles, dont la disparité fait la richesse et l'unicité. On en trouve exemple aux quatre coins du globe, de l'Inde au Brésil, en passant par le Liban, la Suisse, l'Indonésie, ou le Canada.

Mais il arrive tout aussi souvent que ces inventions soient malmenées par la réalité. La configuration socio-politique qui caractérise un territoire ne fait plus l'unanimité, et les vents de la discorde font voler en miettes la fiction de la cohésion nationale.

Les exemples, ici aussi, sont désormais légions: Soudan, Mali, Azerbaïdjan, Sri Lanka, Somalie, Turquie, Kosovo. Ils sont les témoins contemporains qu'une nation, fut-elle jeune ou vieille, étendue ou petite, développée ou déshéritée, reste constamment agitée par des forces centrifuges, qui parfois font éclater l'atome.

Face à l'actualité explosive qui a marqué 2014, le grand public (particulièrement en Occident) peine à voir clair dans les brumes des revendications territoriales qui bourgeonnent à travers le monde. Le nez sur son journal ou son écran, l'homme de la rue se dit incrédule face aux tensions ethniques ou religieuses, sceptique sur les velléités d'indépendance de certaines régions.

C'est oublier pourtant que les frontières, dont nous nous refusons à concevoir le redécoupage aujourd'hui, ne sont pas «naturelles». Tracées à la règle par des colonisateurs, taillées à la hache par les guerres, ou négociées sur le fil par des élites, elles reflètent des luttes politiques anciennes dont l'issue finale, si elle a garanti un équilibre à une époque, n'est plus forcément à même de le maintenir. A fortiori lorsque l'on décida de faire totalement fi du facteur de l'homogénéité communautaire pour établir un compromis.

De la Crimée à la Somalie, nous sommes aujourd'hui rattrapés par ces frontières artificielles, produits de l'Histoire, dont le tracé résulte d'un processus politique et non pas «biologique». Et, aussi pétri de conservatisme que l'on puisse l'être, il faut être prêt à envisager que le monde tel que nous le connaissons soit appelé à voir certaines de ses lignes de forces redessinées.

En Syrie par exemple, il semble de moins en moins réaliste d'espérer trouver un leader capable de garder intacte la coctite-minute. Dès lors, peut-être devrait-on plutôt songer à comment redécouper le territoire régional afin que chacun, ou presque, puisse vivre avec le gouvernement qu'il souhaite. En dépit des crimes qu'il a pu commettre, Bachar Al-Assad pourrait-il jamais perdre le soutien des Alaouites? Partant de ce constat, comment concilier cet état de fait avec la transition politique vraisemblablement voulue par les populations sunnites? Lorsque la meute ne peut s'entendre sur qui doit la mener, la nature veut que le groupe se scinde. La règle peut aussi se révéler pertinente chez les êtres humains.

Certains l'ont déjà bien compris, et ont profité d'un chaos politique foudroyant pour arracher ce qu'un consensus international n'est jamais venu leur donner. Les Kurdes d'Irak semblent bien décidés à accéder à l'indépendance, et on voit désormais mal qui pourrait (et voudrait) les en empêcher. Ce que les Britanniques tracèrent jadis arbitrairement à la règle à travers le désert, les Peshmergas ont aujourd'hui choisi de le corriger par les armes.

On peut vouloir croire à des processus de réconciliation, à des gouvernements d'union nationale et à des «confidence building measures». Certaines régions ont su composer avec et retrouver un quotidien paisible et une situation politique stable. Pour d'autres, tel le cas de la Palestine et d'Israël, la communauté internationale a fini par reconnaître que seule une solution à deux Etats était viable.

La question qui se pose est dès lors la suivante: Pourquoi d'autres populations, au Mali ou au Sri Lanka, devraient-elles accepter de continuer à endurer guerres, crises et tensions régionales à la seule fin de préserver des entités nationales artificielles? Le traité de Versailles nous a enseigné ce à quoi peut mener l'entêtement à dessiner des cartes en dépit du bon sens.

Après tout, et contrairement à ce que certains voudraient nous faire croire, une frontière n'a rien de sacrée. Elle n'est qu'un héritage, plus ou moins légitime, que chaque génération devrait considérer comme questionnable et, dans l'absolu, modifiable. N'en déplaise donc aux nationalistes passionnés et aux conservateurs les plus endurcis, les nations sont des fictions. Une fiction n'existe qu'aussi longtemps qu'une majorité veut bien y croire. Dans certains recoins du globe, certains n'y croient plus, ou n'y ont jamais cru. Bien arrogant qui voudrait le leur reprocher.

1 Selon le *Center for strategic & International Studies*, les "Confidence Building Measures (CBMs) are broadly defined as measures that address, prevent, or resolve uncertainties among states. Designed to prevent [...] escalations of hostilities and build mutual trust, CBMs can be formal or informal, unilateral, bilateral, or multilateral, military or political, and can be state-to-state or non-governmental. They are particularly pertinent in addressing and working towards the resolution of long-term political stalemates."